

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Boulevard George Sand
36000 Chateauroux

Châteauroux, le 13/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HYDRO EXTRUSION

42 rue de la Beauce
BP 40089
28110 Lucé

Références : -

Code AIOT : 0010000553

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2025 dans l'établissement HYDRO EXTRUSION implanté Avenue Pierre de Coubertin 36000 Châteauroux. L'inspection a été annoncée le 24/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HYDRO EXTRUSION
- Avenue Pierre de Coubertin 36000 Châteauroux
- Code AIOT : 0010000553
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société HYDRO EXTRUSION réalise de l'extrusion d'aluminium pour la création de profils liés aux activités du bâtiment principalement.

Les opérations exercées sur le site de Châteauroux sont l'extrusion, de la découpe laser, l'usinage, le poinçonnage, le montage.

Les activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 98-E-2837 du 04 août 1998 notamment modifié par l'arrêté préfectoral n°2015-010-DDCSPP du 18 mai 2015.

Les activités relevant alors de la nomenclature des installations classées sont les suivantes:

- 3260 (Traitement de surface de métaux) sous le régime de l'autorisation
- 2565-2.4 (Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, etc...) de surfaces (métaux, matières plastiques, etc...) par voie électrolytique ou chimique) sous le régime de l'autorisation
- 2940-3-a (Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc... sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile)) sous le régime de l'autorisation
- 2560-1 (Travail mécanique des métaux et alliages) sous le régime de l'enregistrement
- 2910-A.2 (Installations de combustion) sous le régime de la déclaration (DC)
- 2561 (Trempe, recuit ou revenu de métaux et alliages) sous le régime de la déclaration (DC)
- 2921-b (Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) sous le régime de la déclaration (DC)
- 2565.4 (Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, etc...) de surfaces (métaux, matières plastiques, etc...) par voie électrolytique ou chimique) sous le régime de la déclaration (DC)
- 1131.2.c (Emploi et stockage de préparations toxiques) sous le régime de la déclaration (D)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cessations d'activités	Code de l'environnement du 13/12/2021, article R512-39-1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
2	NC1* de la visite du 20/04/2021	Arrêté Préfectoral du 04/08/1998, article 3.5.4.5	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
4	Prevention des risques technologiques	AP Complémentaire du 18/05/2015, article 6.1	/	Demande d'action corrective	60 jours
6	Emissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 14/12/2013,	/	Demande d'action corrective	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		article 29			
9	Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 22	/	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Protection foudre : modification des installations	AP Complémentaire du 18/05/2015, article 6.1	Susceptible de suites	Sans objet
5	Emissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43-2	/	Sans objet
7	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Préfectoral du 04/08/1998, article 3.5.2	/	Sans objet
8	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 04/08/1998, article 3.1.2.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessations d'activités

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/12/2021, article R512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activités
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six

mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site

2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Constats :

Suite à une réorganisation interne au groupe en 2021-2022, certaines activités ont été déplacées sur d'autres sites entraînant ainsi des cessations pour les activités suivantes:.

- 2565 Revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique
- 3260 Traitement de surface
- 2940-3-a Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc.

L'exploitant a transmis le 13/12/2021 un Porter à connaissance relatif à la cessation d'activité future (traitement de surface le 22 décembre 2021 et laquage le 31 mai 2022.

L'exploitant a transmis le 19 avril 2024 un mémoire de cessation d'activité qui est en réalité un dossier d'investigation de sol et dossier de cessation d'activité partielle reprenant les mesures mentionnées dans le R512-39-1.

L'exploitant devra se positionner sur l'article 66 du Decret 2024-742 du 06 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement à savoir :

" L'exploitant qui demande à bénéficier des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 512-6-1 ou de l'article L. 512-7-6 justifie la mise en œuvre des opérations de mise en sécurité par la production soit d'un procès-verbal de l'inspection des installations classées, soit de l'attestation prévue au III de l'article R. 512-39-1 ou au III de l'article R. 512-46-25."

Constat: L'exploitant devra se positionner à l'égard de l'inspection des installations classées sur la procédure de cessation d'activité

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : NC1* de la visite du 20/04/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/1998, article 3.5.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'installation électrique doit être conçue, réalisée et entretenue conformément au décret n° 88.1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises de la série NF C qui lui sont applicables [...].</p>
Constats : <p>Lors des précédentes inspections (20 avril 2021 et 09 septembre 2022), les constats démontraient que l'installation électrique peut entraîner des risques d'explosion et d'incendie.</p> <p>L'inspection a constaté sur le rapport Q18 daté du 27 août 2024 que les installations pouvaient entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.</p> <p>Le rapport de vérification des installations électriques comprends 32 observations relatives aux installations du domaine de Basse Tension.</p> <p>Constat: l'exploitant n'entretient pas ses installations électriques conformément aux dispositions réglementaires.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Protection foudre : modification des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/05/2015, article 6.1
Thème(s) : Risques accidentels, foudre - modification des installations
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] [L'Analyse du risque foudre] est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrée de l'ARF.</p> <p>Au regard de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la dernière inspection ainsi qu'au constat réalisé, l'exploitant a réalisé une analyse de risque foudre (rapport du 08 décembre 2022)</p> <p>L'exploitant a arrêté ses activités liées aux activités des rubriques 2565, 3260 et 2940.</p> <p>Les conclusions de l'étude technique foudre démontre qu'aucune structure nécessite une protection contre la foudre</p> <p>Pas d'écart constaté</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prevention des risques technologiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/05/2015, article 6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Prescription contrôlée : [...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de vérification complet foudre en date du 28/11/2024. Ce rapport comporte 6 observations. Écart constaté: l'exploitant ne tient pas en bon état les dispositifs de protection contre la foudre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Emissions dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43-2
Thème(s) : Risques accidentels, Collecte et rejet des effluents
Prescription contrôlée :

<p>[...] Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne disposait pas de plan de réseau mis à jour lors de l'inspection, Un plan des réseaux à jour et comportant l'ensemble des indications liées à l'article 28 du 14 décembre 2013 a été transmis à l'inspection avant la rédaction du présent rapport.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Emissions dans l'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 29</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Collecte et rejet des effluents</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation dispose de quatre séparateurs d'hydrocarbures sur l'ensemble de son site.</p> <p>L'exploitant a procédé à la dernière vidange de ses séparateurs d'hydrocarbures le 18 avril 2023 (BSD 20230329-4SGBD7RN).</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection une commande datée du jour de l'inspection pour la vidange de ses déshuileurs.</p> <p>Écart constaté : L'exploitant ne réalise pas la vidange de ses équipements de séparateurs d'hydrocarbures conformément à la prescription.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions</p>

correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Prévention des accidents et des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/1998, article 3.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection automatique.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant définit les zones pouvant présenter des risques d'incendie, d'explosion ou d'émanations toxiques de par la présence des produits stockés ou utilisés, ou d'atmosphères explosibles ou nocives pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.</p> <p>Les zones de dangers sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant met à disposition une étude en date du 23 novembre 2023 déterminant les différents zonage ATEX de l'installation.</p> <p>L'exploitant communique un plan datant du 19/02/2025 définissant toutes les zones.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/1998, article 3.1.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p>

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à:

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50% de la capacité totale des fûts;
- dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

Constats :

Le site est équipé d'armoires de stockages fermant à clé avec ses rétentions associées aux différents produits.

Lors de la visite, l'inspection a constaté que les liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols étaient stockés au droit de chaque rétention.

L'inspection conseille à l'exploitant de réaliser un étiquetage au droit de chaque rétention stipulant la capacité maximum de celle-ci.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 22

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Constats :

L'exploitant communique la fiche d'intervention en date d'août 2025 pour les vérifications des extincteurs, RIA et désenfumage.

Le RIA du local stockage est hors service, celui-ci a été remis en état de fonctionnement (facture justificative du 14 novembre 2024).

La vanne RIA du local maintenance est hors service. Celui-ci a été remis en état de

fonctionnement (facture justificative du 14 novembre 2024).

2 extincteurs n'ont pas pu être vérifiés du fait de la non accessibilité de ceux-ci (« entrée presse » et « bungalow intérieur »),

Les interventions sont consignées dans un registre de sécurité,,

Constat : L'exploitant n'a pas assuré la vérification de deux extincteurs dans l'enceinte de son établissement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours